

SEULE LA MOITIÉ DU PROGRAMME RÉALISÉE AU PREMIER SEMESTRE 2008

Le million de logements compromis ?

Le ministre de l'Habitat ne perd pas espoir de concrétiser le projet du million de logements. Pour y arriver, il maintient la pression sur les responsables du secteur et compte sur les nouvelles mesures incitatives pour booster les entreprises de réalisation.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La tâche s'annonce ardue puisqu'à une année et demie de l'échéance fixée par Bouteflika, la moitié du programme reste à réaliser. Selon un bilan des réalisations au premier semestre 2008, 583 888 logements, tous types confondus, ont été livrés sur le 1,3 million que comptent le programme quinquennal et celui additif. D'où tire Nourredine Moussa des raisons d'espérer ? Il compte non seulement sur la livraison dans les délais des 542 000 logements en voie de réalisation et fait savoir que la cadence est plus qu'acceptable,

puisque le nombre des logements achevés durant le premier semestre 2008 dépasse largement ceux de toute l'année 2004. Des chiffres qui poussent le ministre de l'Habitat à espérer relever le défi. Il l'a fait savoir hier aux DLEP et directeurs d'OPGI des 48 wilayas réunis à Alger pour, non seulement faire le point des réalisations, mais surtout tenter de lever les obstacles qui pourraient en freiner la cadence. A ces deniers, il rappellera à quel point le projet du million de logements était important. Il leur dira qu'ils doivent mettre les bouchées doubles, être à l'écoute des bureaux d'étude et réduire les délais de traitement des dossiers, notamment pour le logement social-participatif. Pour Nourredine Moussa, le défi est réalisable puisque «les entraves ont été levées». Il a, à cet égard, énuméré les mesures prises récemment pour encourager les différentes formules

de logement. Il s'agit essentiellement de l'annulation des marchés non révisables. Désormais, les coûts de réalisation pourront être revus à la hausse si, durant la réalisation, les matériaux de construction fluctuent. L'objectif étant, d'une part, de ne pas freiner les travaux et de faire en sorte que les entreprises travaillent au «juste prix», d'autre part. Il faut cependant savoir que les acquéreurs ne supporteront pas ces rallonges puisque le prix du LSP est fixé par l'Etat. Les promoteurs qui s'engageront désormais dans la réalisation de tous types de logements seront, quant à eux, exonérés de l'IBS et de l'IRG, s'ils arrivent à réaliser avec un coût de 30 000 DA le mètre carré. Des mesures qui, selon le ministre de l'Habitat, devraient rapidement avoir des retombées, car, dit-il, les moyens existent. Seront-ils suffisants pour autant ?

N. I.

INDICES DE RÉVISION DES PRIX

Les entrepreneurs s'indignent

Les nouveaux indices de révision des prix ont créé un véritable branle-bas au sein des entreprises de construction à Bouira. Des entrepreneurs se sont déplacés à notre bureau pour nous faire part de leur déception quant aux nouveaux indices calculés sur des bases que personne n'arrive à comprendre.

Selon des entrepreneurs, après la note du chef du gouvernement du 15 mai dernier relative à la prise en charge de la fluctuation des prix des matériaux de construction, tous les entrepreneurs qui étaient asphyxiés par la hausse du prix du rond à béton, qui a atteint 12 000 DA le quintal, ont cru voir le bout du tunnel et la sortie d'une crise qui risquait d'emporter bon nombre d'entreprises de bâtiment.

Quelques semaines plus tard, le ministre de l'Habitat a instruit les différentes directions et autres offices de l'OPGI et opérateurs publics à l'effet de prendre les

mesures nécessaires pour l'application des nouveaux indices des prix à compter du 3^e trimestre 2007. Dans cette correspondance datée du 1^{er} juin dernier, le ministre a insisté sur la note du chef du gouvernement qui avait notamment accepté le principe d'introduire des formules de révision des prix par voie d'avenant surtout pour les marchés conclus à prix fermes et non révisables.

Ce dispositif, lit-on dans la correspondance du ministre de l'Habitat, «devait donner lieu à la mise en place d'un dispositif de compensation juste de manière à sau-

vegarder l'équilibre économique des marchés de réalisation conclus entre les différents opérateurs de l'Etat et leurs contractants».

La correspondance explique que «la formule de révision des prix à insérer devra être équilibrée de sorte à répercuter, de la façon la plus équitable possible, les variations économiques intervenues».

Or, selon les entrepreneurs, les recommandations du chef du gouvernement et du ministre de l'Habitat ne semblent pas être prises en compte par les concepteurs des indices de révision des prix puisque, selon leurs calculs, il ressortirait un indice de révision des prix pour le dernier trimestre 2007 d'un taux négatif, alors que pour le premier trimestre 2008, ce taux est de seulement 1%.

Pourtant, «le ministère de l'Habitat a contracté des marchés dans la formule LSL (social-locatif) par voie de l'OPGI, à hauteur de 34 000 DA/m² alors qu'en novembre dernier, le marché était de 22 000 DA/m², soit une augmentation de 54%. Le ministère a augmenté l'aide à l'habitat rural ainsi que l'aide de la CNL pour un logement de 500 000 DA à

700 000 DA, soit une augmentation de 40%, en même temps, qu'il a revu à la hausse le prix du LSP de 2 millions de dinars à 2,8 millions de dinars, soit une augmentation de 40%. Tous ces indices sont puisés de la réalité du terrain et appliqués par le ministère pour se conformer au marché réel.

Partant de ce fait, les entrepreneurs tirent la sonnette d'alarme sur le déphasage entre les indices réels du marché d'un taux, selon eux, de 35% au minimum, et ceux affichés et qui ne répondent aucunement à la réalité.

En outre, les entrepreneurs, qui ont des plans de charge dans le cadre du LSP, réclament des compensations de 200 000 DA, montant de l'augmentation de l'aide de l'Etat qui est passée de 500 000 DA à 700 000 DA pour tous les marchés lancés après le troisième trimestre 2007.

Aussi, pour toutes ces raisons, les entrepreneurs interpellent-ils le chef du gouvernement pour que le programme du million de logements promis par le président de la République ne soit pas compromis pour cause de mauvaises interprétations des lois.

Y. Y.

CE MONDE QUI BOUGE

Pas d'été tranquille pour Omar el-Béchir

Par Hassane Zerrouky



Luis Moreno-Ocampos, procureur de la Cour pénale internationale (CPI), a gâché les vacances du président soudanais. Il vient de demander à la CPI d'émettre un mandat d'arrêt contre Omar el-Béchir pour crimes contre l'humanité. Le président soudanais est accusé de «génocide» contre les populations du Darfour, accusé d'avoir ordonné en personne les massacres de civils, les viols de femmes et les déplacements forcés de populations qui ont provoqué la mort de 118 000 personnes. Toujours selon le dossier d'accusation présenté par le procureur de la CPI, le dirigeant soudanais aurait mobilisé «l'ensemble de l'appareil d'Etat» pour commettre ces crimes de masse dont il serait le commanditaire principal. En bref, les juges de la CPI ont ainsi deux à trois mois pour examiner les faits retenus et donner suite ou non à la demande d'arrestation du président soudanais.

Le moins qu'on puisse dire est que c'est la première fois qu'un chef d'Etat en exercice est menacé d'être traduit devant une cour de justice internationale. Il s'agit d'un acte sans précédent, car jusque-là la CPI n'a eu à juger que des dirigeants politiques n'exerçant plus aucune fonction, voire des ex-chefs de guerre, la plupart originaires de petits pays. De plus, situation aggravante, cette demande d'arrestation intervient dans un contexte où le régime soudanais est sous pression internationale. Il a été contraint d'accepter la présence d'une force africaine de paix déployée au Darfour, tandis que des forces militaires européennes, basées dans le Tchad voisin, se sont déployées à proximité de la frontière soudanaise, prêtes à intervenir en cas de besoin.

Certes, sans attendre, le régime soudanais a sonné l'appel de tous ceux, au sein du monde arabe, africain et ailleurs, susceptibles de faire échec à la procédure lancée par le procureur de la CPI. La Ligue arabe est convoquée pour samedi. Le Conseil de coopération des pays du Golfe a d'ores et déjà émis l'espoir que la CPI n'approuve pas «les accusations du procureur». Les 25 pays de la Communauté des Etats sahélo-sahariens ont dénoncé «l'utilisation de cette cour (la CPI) à des fins d'ingérence dans les affaires intérieures des pays». La Chine et la Russie ont fait part de leur «inquiétude» et s'apprêtent, dit-on, à demander au Conseil de sécurité de l'ONU d'annuler la procédure en cours à la CPI. Et, en effet, l'article 16 des statuts de la CPI stipule que le Conseil de sécurité de l'ONU peut annuler pour une durée d'un an renouvelable la procédure d'inculpation. En revanche, les ONG de défense des droits de l'homme (Amnesty, Human Rights Watch) se félicitent de la décision du procureur y voyant «un pas important vers la fin de l'impunité» au Soudan.

Mais, bien que le régime islamiste du Soudan ne soit pas aussi innocent qu'il l'affirme, que le respect des droits de l'homme est le cadet de ses soucis, il est peu probable de voir un jour la Cour pénale internationale juger des ressortissants de pays puissants. Il faut savoir, par exemple, que des Etats membres permanents du Conseil de sécurité, et non des moindres (les Etats-Unis, la Russie et la Chine), n'ont pas ratifié la création de la CPI quand elle avait vu le jour en juillet 1998 avant d'être opérationnelle en juillet 2002. Pour Washington, par exemple, il n'est pas question qu'un ressortissant américain soit déféré pour crimes de guerre devant la CPI. Pour ce faire, des accords bilatéraux ont été signés avec des pays tiers afin que les soldats américains coupables de crimes de guerre soient extradés aux Etats-Unis. Il en a été ainsi de ces militaires coupables de crimes et tortures en Irak et en Afghanistan, soustraits à la justice internationale sans que personne s'en offusque, qui ont été jugés et condamnés à des peines légères sur le territoire américain. Par conséquent, les avocats d'Omar el-Béchir ont toutes les raisons de rejeter cette justice internationale, car elle a été faite par les puissants pour juger les faibles !

H. Z.

AVIS AUX NOTAIRES

Nous, frères Belhocine, Ali, Youcef et Smaïl, propriétaires du terrain avec acte situé au lieu-dit Bou-Aïd, axe Boukhalifa - Draâ-Ben-Khedda (Route nationale), d'une superficie de 20 ha, nous nous opposons à toute vente ou transaction de quelque nature que ce soit ayant pour objet ce terrain de la part de Laoufi Fatiha, qui se trouve être en possession du livret foncier acquis d'une manière frauduleuse. L'affaire étant en justice.

F 105265 B13

Publicité